

# La signification de la participation des Prêtres-Ouvriers à la lutte du Mouvement ouvrier

**Albert Rouet** - 23 mars 2018

« Partir au travail », comme on disait à l'époque, ne se résume pas à prendre un métier pour gagner sa vie ou épanouir des aptitudes et des aspirations personnelles. D'abord parce qu'il s'agit d'une mission reçue ou reconnue par l'Église. Surtout parce que le travail dont il est ici question concerne non pas n'importe quelle situation, mais désigne le seul « travail ouvrier ». C'est-à-dire qu'il ne dépend plus des seules décisions du candidat. Il s'effectue en équipe, selon des ordres, des cadences de production, un rythme horaire qui relèvent de décideurs. Parmi eux, les uns sont proches, tels les chefs d'équipe, les contremaîtres - les autres sont loin, les cadres et les dirigeants. C'est donc un changement de vie.

Cette nouvelle existence rencontre non seulement les actuels camarades de travail, mais une longue histoire avec ses combats, ses réussites et ses échecs : un long temps pour revendiquer une présence reconnue et la dignité des travailleurs. C'est une nouvelle culture où l'on apprend à parler « collectif », à vivre au milieu d'une masse de salariés. Une culture de l'espérance, parce qu'on sait que rien n'est jamais octroyé de bon gré ni gagné d'avance. Une culture du travail bien fait, de l'expérience professionnelle sur plusieurs générations, constellée de noms importants (Jaurès à Carmaux, par exemple), de résistance (contre l'occupant entre 1940 et 1945) et de conflits (les « grandes grèves »). Une culture enfin par le style de vie, la famille et les valeurs partagées. Un milieu dans lequel entre le prêtre, et qui attend de lui une manière de vivre qui soit adaptée. Si ce prêtre veut vraiment être accepté, il faut partager cette existence commune, y compris les souffrances du monde ouvrier.

Depuis Pasteur dans les sciences, et les socialistes français puis Marx, personne ne croit plus à la génération spontanée ! Donc la vie ouvrière ne résulte pas de la juxtaposition d'individus isolés. Elle suppose une conscience collective. Les luttes ne peuvent arriver à un résultat que si elles sont menées selon des orientations et un programme. Telle est la fonction des organisations ouvrières.

Dans ces conditions, que font les prêtres-ouvriers ? Une présence passive les tiendrait à l'écart des aspirations du milieu dans lequel ils cherchent à s'intégrer. N'y a-t-il pas là une contradiction ? Ouvrier, oui ; militant, non. Dans un premier temps, je me propose de revenir sur les objections dressées, avant l'interdiction de 1954, contre tout engagement et militantisme. Ensuite, je m'efforcerai de montrer les "liens" qui attachent les prêtres-ouvriers aux luttes du Mouvement ouvrier. J'oserai quelques suggestions pour aujourd'hui.

## **I - Les objections à l'engagement des Prêtres-ouvriers**

Elles sont de deux sortes, les unes partagées dans le clergé et même au sein des équipes de prêtres-ouvriers - ou du moins en partie ; les autres leur sont adressées de l'extérieur. Je tenterai ensuite quelques réponses. Cette partie concerne la période d'avant 1954.

## a) Objections internes

Pour la plupart, elles partent du style habituel de la vie de curé de paroisse ou d'aumônier de mouvement. Le prêtre a fait quelques études.

Il est habitué aux contacts humains les plus divers. Célibataire, il n'a pas à se soucier des conséquences de ses engagements sur la vie de sa famille. Il se présente donc comme éminemment disponible pour des responsabilités. Souvent, il parle bien. En somme, il récupère sous la forme de ses engagements le pouvoir qu'il détenait dans l'Église. Il reste un homme d'appareil.

Ouvrier par volontariat, il n'a pas à prendre la place de gens nés dans la classe ouvrière. Qu'il les aide à prendre leurs responsabilités suffit, sans qu'il aille jusqu'à prendre leur place. Voilà ce qui se disait.

## b) Objections externes

À ces considérations de personne, s'ajoutent les méfiances pas seulement romaines envers ce qu'on appelait alors « la collaboration » avec des mouvements dont l'athéisme s'élevait contre la foi. Le Cardinal Decourtray parlera de « connivence ». Le marxisme est clairement visé. Un évêque italien, dans un tract largement distribué en France, opposera : « *Rome ou Moscou* ». Dès 1953, les autorités romaines interdisent tout engagement syndical ou politique aux prêtres-ouvriers, sans trop d'effets. Le mot d'ordre était : ne pas pactiser avec les ennemis de l'Église. En Europe, une même méfiance touchait le Mouvement pour la paix.

Autres critiques : le prêtre a été ordonné pour être le serviteur de la communion. S'il s'engage dans les luttes ouvrières, il prend parti et accentue une division qu'il devrait s'attacher à faire disparaître. En 1952, Madeleine Delbrêl dénonçait deux trahisons de l'Église :

*« rompre son unité au nom de l'Évangélisation,  
renoncer à l'Évangélisation à cause de son unité »<sup>1</sup>*

La formule est bien balancée, mais elle met en cause ce qu'on l'appelle l'unité de l'Église. Nous y reviendrons. Il est évident que la violence de mots tels que « luttes », « combats », et même « manifestations » ou « grèves » choquait bien des oreilles pourtant habituées par ailleurs aux guerres coloniales<sup>2</sup>. Sous quelque forme qu'elle soit, la violence n'est pas la place d'un prêtre.

Enfin, le prêtre reste l'homme du sacré, un *druide*, comme on disait. Le sacré divise la réalité entre le sacré et le profane, ce qui est admis par tous et demeure intouchable, et ce qui appartient au monde ordinaire, celui du travail quotidien. Le clergé relève du sacré. Il n'a pas sa place ailleurs...

Concrètement, à cette époque, la majorité des prêtres-ouvriers sont inscrits à un syndicat. Tous ne sont pas prêts à y prendre des responsabilités.

---

<sup>1</sup> - Madeleine DELBREL : « La femme, le prêtre et Dieu », Bruyères-Le-Châtel, Nouvelle Cité, 2011, p. 32.

<sup>2</sup> - La France est en guerre en Indochine (1946-1954) ; de graves conflits ont lieu au Maroc (1953-1954)...

## II - Quelques réponses :

**1<sup>ère</sup>) La première catégorie d'objections** relève des tempéraments, des histoires et des choix personnels. Il est sûr que certains caractères bien trempés apprécieraient les responsabilités. D'autres, tout aussi forts, s'en tinrent éloignés. Mais tous, d'une façon ou d'une autre, restèrent solidaires des luttes, participant aux revendications, grèves et manifestations. Pour une raison très simple : on ne peut dissocier la vie ouvrière des élans pour cette vie, mais plus juste. Cette aspiration reste inséparable des pulsations du cœur de la classe ouvrière. La lutte appartient à son histoire. Si la « *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* » (26 août 1789) insiste sur l'égalité entre tous les hommes par la naissance, on peut dire que sa reconnaissance exige une justice qui la libère du pouvoir des nantis. Ce fut la lutte majeure du XIX<sup>ème</sup> siècle. Et elle n'est pas terminée.

Il n'y a pas beaucoup d'autres choses à ajouter sur ces considérations personnelles ! Pourquoi refuser les talents d'un homme ?

**2<sup>ème</sup>) Les secondes objections** posent trois problèmes avec lesquels mieux vaut être clair : l'unité, la collaboration avec des groupements non-croyants et le sacré.

**1/ - Au sujet de l'unité,** l'objection peut être retournée et elle le doit. Pendant la guerre de 1939-1945, l'opinion catholique a été profondément divisée entre, majoritairement, une soumission au maréchal Pétain, le vainqueur de Verdun, et ceux qui rejoignaient la résistance. Aucune unité politique n'était possible entre ces positions antagonistes. Ce fait a ouvert les yeux de beaucoup de croyants.

C'est le moment de se rappeler la phrase de Bertolt Brecht : « *On accuse toujours les eaux du torrent. On ne s'interroge pas sur la pression des rives sur le cours du torrent* ». C'est bien la question de l'unité qui est ainsi posée. Car l'unité a besoin d'un pouvoir pour l'établir autour d'un principe, en maintenir la cohérence et en accroître la puissance.

Or il existait - et il existe toujours - un système catholique imbriqué dans un système social, sans trop en percevoir l'intime connexion : celui du « bon sens » qui défend la propriété privée sans limite (depuis le Code civil napoléonien), l'épargne et l'ordre public. Autour des puissants s'agrège une multitude de bénéficiaires. On ne fait plus alors la différence entre l'Évangile et les mentalités dominantes qui constituent un « nous ». Cet ensemble exclut ceux qui ne sont ni propriétaires, ni puissants, ni bénéficiaires : « eux ». Il s'exerce là une volonté d'unité qui s'impose au détriment des autres, donc de la classe ouvrière. C'est une unité excluante, à cause du pouvoir plus ou moins conscient qui l'applique à la vie ordinaire.

Les prêtres-ouvriers ont rejeté cette unité de surface. Ils découvraient un monde dont l'unité était à construire, parce que, ne s'appuyant sur aucune possession, sur aucun bénéfice, il n'avait comme disponibilités que sa force de travail avec les avantages donnés par les lois de 1936 et 1946. Les accuser de rompre l'unité reviendrait à ne plus reconnaître que celle mise en place par « *les princes de ce monde* » (*Sain. Paul*). L'Évangile, lui, parle de communion qui reconnaît les différences.

On comprend ainsi la position extrême défendue par certains, dont des prêtres-ouvriers : il faut changer les structures sociales avant d'évangéliser. Elle représente un cri de protestation contre une fausse unité. Mais l'inverse aussi est vrai : l'Évangile offre d'autres relations sociales à construire. Il serait temps de l'entendre.

**2/ - Au sujet de la collaboration avec des groupes non-croyants.** Là encore, l'expérience des camps de prisonniers et de la résistance a fait voler en éclats une frontière. L'action rassemble et relie « *celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas* ». (Aragon, « *La rose et le réséda* »). Au niveau théorique, le dilemme est insoluble, livré à des condamnations et à des extrémismes de plus en plus raides. Mais dans la vie concrète, face à un objectif nécessaire, c'est l'action qui importe. D'autant plus qu'on peut toujours collaborer pour des objectifs justes sans nécessairement partager toutes les spéculations.

Le débat était compliqué par le sort très difficile des chrétiens des pays du bloc de l'Est. À cela, il fut répondu que la répression de dictatures liées à l'Ouest contre les chrétiens qui refusaient leur mélange politico-religieux, n'était pas plus clémentine. Les arguments s'emboîtaient dans la partition de la planète. Ajouter que le marxisme était d'un athéisme militant se voyait répondre que l'utilisation d'une religion servile pour le maintien d'un ordre injuste ajoutait de l'hypocrisie à la violence.

En ces années, deux courants opposés montaient en puissance. L'un soutenait qu'était licite l'usage de la violence contre la tyrannie. Il s'appuyait sur des réflexions politiques d'extrême-gauche et sur la théorie médiévale de la guerre juste. Sa figure emblématique fut le prêtre Camilo Torres (1929-1966) parti rejoindre la guérilla colombienne. En face, le mouvement non-violent se développait avec Lanza del Vasto (1901-1981), disciple de Gandhi, et prônait le refus de la contrainte imposée et celui de l'usage de la violence.

Selon le regard porté sur elles, l'approche des luttes ouvrières et la participation à leur déploiement variait considérablement, encore que peu d'ouvriers se reconnaissaient dans les courants non-violents. Un peu plus tard, certains chrétiens allèrent jusqu'à prétendre que la célébration de l'eucharistie s'avérait impossible entre croyants de classes sociales opposées.

Pour une bonne part, ces théories influencèrent moins les actions du milieu ouvrier qu'elles ne captivèrent certains membres de la bourgeoisie qui gonflèrent, par une conversion radicale, les rangs de la gauche engagée. Non pas par sentimentalité mais par l'usage constant de l'analyse marxiste des moyens de production et des contradictions sociales. C'est en 1927 que Trotski fut exclu du parti communiste : il fut accusé de « déviation gauchiste ». L'usage de la méthode d'analyse marxiste n'impliquait pas, pour de nombreux chrétiens, l'adoption de l'athéisme. Ils contestaient que la religion fût « l'aliénation première » dont parlait Marx. Ils entendaient bien le prouver par leurs engagements. Ils montraient que la foi en Dieu n'est pas incompatible avec la participation aux luttes de la classe ouvrière.

Un point faisait cependant difficulté. Pour les communistes les plus durs, les chrétiens n'étaient pas des partenaires fiables. Si la lutte devenait extrême, la violence inévitable, les condamnations sans appel, alors les croyants se retiraient. Ils n'étaient pas fidèles jusqu'au bout. Il fallait donc s'en méfier et n'accepter leur collaboration qu'avec circonspection.

Evidemment, les chrétiens engagés réagirent vivement. Ils firent remarquer que les extrémismes desservait la cause qu'ils prétendaient servir. La rendre outrancière revenait à la dénaturer. L'excès dépassait l'analyse et la méthode pour sombrer dans l'inverse, l'idéologie. Donc ne pas aller jusqu'au bout effectuait une salutaire dés-idéologisation.

En 1965, le concile Vatican II reconnaît ce qu'il doit au monde, même à ceux qui le combattent. Il encourage les croyants à travailler à la justice, à la paix et au développement avec tous ceux qui s'engageaient en ce sens, même avec les incroyants.<sup>3</sup> Une bonne partie des discussions précédentes devenaient caduques. Il n'est cependant pas sûr qu'elles soient définitivement dépassées.

**3/ - Au sujet du sacré.** Deux accents de la vie des prêtres-ouvriers seront ici retenus. D'abord, la volonté de quitter un statut social lié à l'état clérical afin d'être des hommes comme les autres, ordinaires, sans privilèges. Prêtres, ils le restent « *pris d'entre les hommes, établis pour les hommes* » (*Épître aux Hébreux 5, 1*), avec un logement, un style de vie et un travail comme tout le monde. Avec des horaires, des chefs, un rythme commun à tous leurs camarades. Non plus des prêtres au-dessus des hommes mais avec eux. Des frères (ce que le souligne Vatican II).<sup>4</sup>

Ensuite, le désir d'une liturgie simple, compréhensible, avec les gestes de la vie ordinaire. Ils veulent une manière de célébrer dont les symboles appartiennent certes à l'Évangile, mais aussi à ceux de la culture ouvrière. Car dans toute lutte une symbolique est engagée.

### **III - Les raisons d'un engagement**

Partager la vie ouvrière implique de participer à ses luttes puisque celles-ci en font naturellement partie. La pression, aujourd'hui, est moins forte, surtout dans le secteur privé. Les conditions de travail restent difficiles. La France est néanmoins un des pays les moins syndicalisés d'Europe. Les entreprises dépendent de plus en plus de groupes anonymes. Les menaces de fermeture constituent la première cause des mouvements sociaux. On note ainsi une baisse sensible des jours de grève. C'est moins net dans le secteur public où l'emploi est préservé. On serait en droit de reprendre le cri du prophète Jérémie : « *Ils disent : Tranquillité ! Tranquillité / alors qu'il n'y a pas de tranquillité* » (6, 14).

Certes, les conditions sociales ont évolué depuis cinquante ans. On ne peut plus raisonner aujourd'hui comme hier. Soit. Par trois exemples, il est possible de montrer que, même si elles se sont déplacées, des oppositions demeurent manifestes. Ils paraîtront périphériques alors qu'ils sont significatifs de l'approche du monde ouvrier.

**1<sup>er</sup>) Au sujet de l'enseignement :** les fondateurs du système éducatif républicain avaient repris, en ce domaine, l'idéal égalitaire de l'armée napoléonienne : tout soldat portait dans sa besace son bâton de maréchal. Ils conservèrent donc les concours qui remplaçaient les avantages de la naissance. En ce sens, l'Éducation nationale promouvait et servait le principe d'égalité. Mais ce fonctionnement a été progressivement annexé par la grande bourgeoisie qui se

<sup>3</sup> - « Tous les hommes, croyants et incroyants, doivent apporter leur concours pour une juste construction du monde dans lequel ils vivent ensemble ». (Constitution « L'Église dans le monde actuel », § 21).

<sup>4</sup> - « Frères parmi des frères » (Décret « Ministère et vie des prêtres », § 9).

taille de plus en plus la part du lion dans l'accès aux grandes écoles. Pierre Bourdieu a bien montré comment cette classe sociale se reproduisait par ce procédé. Très peu d'enfants d'ouvriers entrent en faculté et y finissent leurs études. L'enseignement, tel qu'il existe aujourd'hui, a détruit l'égalité et accentué les différences.

**2<sup>ème</sup>) Au sujet de la promotion au mérite :** pour combattre ce que les promotions et les primes à l'ancienneté peuvent avoir d'automatisme et de démotivant, on avance l'idée d'une promotion « au mérite » qui serait plus motivante. L'inégalité persiste et s'accroît. Sur quels critères appuyer le mérite ? Si on évite la « cote d'amour », la principale objectivité qui apparaît, c'est la productivité, donc la capacité de soutenir l'augmentation des rythmes de travail. Ce critère est ancien : le mérite est conservateur. Il reviendra à ceux dont les capacités intellectuelles, nerveuses et physiques sauront s'adapter... jusqu'où ? Et les autres ? La méritocratie est foncièrement inégalitaire. En outre, elle isole ceux qu'elle couronne : elle est animée par l'individualisme.

**3<sup>ème</sup>) Au sujet de la notion de classes sociales :** on les dit éparpillées, émiettées, donc dépassées. La pastorale elle-même unit le monde ouvrier et le monde populaire dans un même service. Peut-on vraiment faire aussi peu de cas du travail ? Le refus de prendre en compte le travail oublie la différence entre ceux qui dirigent et décident, et ceux qui effectuent et obéissent. Le monde populaire, ce terme si vague, se définit en-dehors de toute référence aux conditions de travail, par l'appartenance à un « style de vie » distinct de celui des classes moyennes. L'organisation du travail trace une démarcation nette entre les uns et les autres. Refuser de parler de classes sociales non seulement rejette les analyses marxistes dans les ténèbres, mais aveugle sur les réelles conditions d'existence au travail.

**Reprenons ces trois exemples : le premier sur l'éducation souligne l'aggravation des inégalités ; le deuxième sur le mérite montre la croissance de l'individualisme ; et le troisième édulcore la situation des travailleurs.**

Que vient faire un prêtre dans un monde ouvrier que désignent ces trois exemples ? Plus précisément encore : n'y vient-il que comme résident ou va-t-il s'engager activement dans ses luttes ? Ces questions ne seront pas abordées ici du point de vue de l'Église, mais comme apport spécifique à la classe ouvrière.

Pour engager le débat, je me permets de suggérer trois pistes de réflexion.

**1 - Le volontariat contre l'oubli.** On constate que chez les plus jeunes, une bonne part de la tradition ouvrière est oubliée. Les outillages ont évolué, l'informatique s'est généralisée et la main-d'œuvre étrangère a augmenté. Beaucoup des nouveaux arrivants ignorent bien des choses de l'histoire du mouvement ouvrier. Ce sont les inégalités qu'ils subissent de plein fouet. Ils en font l'expérience dès l'école primaire. Le risque du chômage scie leurs élans. Une fierté du travail s'est émoussée.

Voilà que quelqu'un qui vient d'ailleurs, que rien n'oblige à prendre un travail salarié, se porte volontaire pour partager leur vie. C'est donc que cette vie mérite intérêt. Cet homme ne vient pas pour faire du recrutement, il n'est pas payé au nombre d'adeptes qu'il enrôle. Il cherche davantage la fraternité humaine, parce

qu'elle est le fondement de toute relation véritable. Il y a là, à ses yeux, une sorte de « foi » première dans la responsabilité de l'homme à prendre en main, collectivement, sa destinée.

Ce volontariat évite l'oubli d'une longue histoire de combats gagnés ou perdus, d'une fierté d'appartenir à un peuple qui lutte pour la justice et la reconnaissance. Cette venue qualifie la classe ouvrière d'une authentique dignité. Comme la dignité se bat pour faire reconnaître ses droits, il est logique que le prêtre participe aux luttes ouvrières.

**2 - La force d'un désir :** c'est par des actes plus que par des paroles que s'exprime la classe ouvrière. Ses luttes traduisent le fort désir de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des décisions qui la concernent. Elle ne veut pas que subir. Elle aspire à des règles précises qui disent ses droits. Dans ce but, il existe des organisations ouvrières reconnues. On s'étonne parfois de leur acharnement à défendre des droits acquis. Mais elles savent bien que tout recul en ce domaine entraîne des restrictions de l'espérance.

Ces engagements impliquent un **éveil** sur les conditions concrètes à analyser, sur la nécessité d'une lutte collective et sur des objectifs mesurés. Cet éveil demande un long travail de formation, d'explication, une habitude du débat et de la conviction.

Or le prêtre est un homme de la parole. Ce ne sont pas des sermons qui lui sont maintenant demandés, mais la phrase qui justifie un engagement et l'exemple qui entraîne. Parce qu'il est venu partager la vie ouvrière, il doit, à lui-même d'abord, aux autres ensuite, pouvoir justifier sa présence et son action. Certes, il est envoyé par l'Église, mais envoyé à la classe ouvrière qui existe comme une vraie réalité humaine. Elle n'est pas qu'un « champ d'apostolat ». Elle est d'abord une humanité qui désire mieux vivre. La consommation de multiples produits ne répond pas à ce plus profond désir. Il faut plus de courage.

**3 - Une espérance.** Il n'est pas normal que l'avenir de la terre soit confisqué par une minorité de possesseurs et de financiers. Il ne relève pas de la propriété privée. Il n'appartient à personne, car il est œuvre commune. L'espérance est collective. Ce fait touche au cœur de la prêtrise. Il y a là un point de contact très fort entre le service d'un prêtre au dessein de Dieu et ses engagements dans les luttes ouvrières. C'est ensemble que nous construisons l'histoire ; ensemble que nous luttons pour plus de justice et de dignité.

Avant même d'appartenir à un parti politique, il existe une appartenance première, radicale, à une humanité en devenir. Nul ne se fait prêtre lui-même. Ce qu'est le prêtre, il le reçoit. C'est un beau signe d'une humanité que nous recevons les uns des autres. Encore faut-il, pour que cet échange soit possible, que soit reconnue et respectée l'existence de chacun, ce qui implique des conditions de vie sociale qui le permettent. Et, comme l'écrit s. Paul, « *l'espérance ne déçoit pas* » (Romains 5, 5).

\* \* \* \* \*